

INVESTIR AU CANADA

UN BULLETIN SUR LE CLIMAT D'AFFAIRES AU CANADA

Vol. 3, N° 1 — Été 1989

L'INVESTISSEMENT DANS LES PROVINCES



Croquis du nouveau bâtiment de quatre étages — Centre de recherches thérapeutiques Merck Frosst de Kirkland, au Québec. (Gracieuseté Merck Frosst)

Nous décrivons dans le présent numéro les activités de développement de l'investissement dans quelques provinces ainsi que les investissements qui y sont effectués. Nous espérons en faire une rubrique régulière car nous estimons que les investisseurs éventuels et les intermédiaires d'investissement trouveront utile d'apprendre quels secteurs de leurs économies respectives les provinces désirent promouvoir et en quoi consistent leurs activités à cet égard.

Nous publierons aussi des témoignages d'investissements fructueux au Canada. Des dirigeants d'entreprises nous feront part de l'intérêt qu'ils témoignent envers le Canada ainsi que des raisons qui les incitent à investir dans notre pays. Nous vous invitons d'ailleurs à lire le compte rendu de l'entrevue avec M. Robert Ingram, président de Merck Frosst Canada Inc.

ALBERTA

L'Alberta, dont le produit intérieur brut (PIB) atteint 63 milliards de dollars, accueille de plus en plus d'investissements étrangers. En 1988, elle attirait 15 % de l'ensemble des investissements étrangers et recevait 15 % du total des actifs immobilisés du Canada. Les dépenses en capital pour les grands projets prévus en Alberta pour les prochaines années atteindront 25 milliards.

En Alberta, les entreprises bénéficient de taux d'imposition parmi les plus bas au Canada, qu'il s'agisse des particuliers ou des sociétés; il n'existe aucune taxe provinciale sur les ventes au détail. Le taux d'imposition des industries manufacturières est de 9 %, celui des petites entreprises, 5 %; les petites sociétés manufacturières sont exonérées. (p. 3) ➤

MERCK FROSST INVESTIT 205 MILLIONS AU QUÉBEC

Merck Frosst a récemment annoncé un investissement de 205 millions à Kirkland (Québec), l'investissement le plus important de toute l'histoire du Canada en recherche pharmaceutique. Merck Frosst Canada Inc. est la plus grande société pharmaceutique du Canada; ses ventes annuelles nettes s'élèvent à 250 millions de \$CAN. Ci-après, une entrevue avec M. Robert Ingram, président de Merck Frosst Canada Inc.

Pouvez-vous décrire l'établissement de Kirkland, au Québec?

L'établissement regroupe notre siège social, des installations de fabrication, et les services de commercialisation et d'administration. Il abrite en outre le Centre de recherches thérapeutiques Merck Frosst. Parmi nos 900 employés, 600 vivent au Québec; les autres sont des représentants commerciaux disséminés au Canada. (p. 2) ➤

DANS CE NUMÉRO

- L'industrie pharmaceutique — p. 3
- L'investissement dans les provinces — p. 3
- Occasions d'investissement — p. 6
- Baromètre des investissements — p. 7
- Points de contact provinciaux — p. 8
- Nouveau vice-président exécutif Investissement Canada — p. 8



INVESTISSEMENT
CANADA

INVESTMENT
CANADA



Robert A. Ingram, président,
Merck Frosst Canada Inc.

Nous faisons des recherches sur les maladies inflammatoires, dont celles de l'appareil respiratoire qui devraient aboutir à des découvertes applicables au traitement de l'asthme et des allergies.

Mettez-vous au point de nouveaux médicaments?

Il ne s'agit pas seulement de nouveaux médicaments, mais de progrès thérapeutiques. Nous repérons les domaines pathologiques pour lesquels il n'existe pas de bonnes solutions thérapeutiques. Merck Frosst a découvert l'un des composés utilisés pour le traitement du glaucome et a mis au point le traitement le plus efficace qui soit pour le traitement du cholestérol nocif.

Quelle est la place du Canada dans le contexte de vos activités mondiales?

Le Canada est l'un des six pays où Merck effectue des recherches d'envergure. Merck Frosst du Canada se penche sur les maladies pulmonaires; la filiale du Japon sur les domaines anti-infectieux; l'établissement du Royaume-Uni, sur la neurologie, et nos installations américaines, sur le métabolisme cardiovasculaire. Nous évitons ainsi le double emploi. Merck est le plus gros investisseur de l'industrie pharmaceutique. Il consacre cette année plus de 700 millions de \$ US à la recherche.

Pourquoi avoir choisi ces pays?

Le Canada, l'Europe, le Japon et les États-Un. sont d'excellents créneaux commerciaux. On reconnaît au sein de ces marchés l'importance des soins de santé; l'État et le secteur privé sont disposés à fournir un soutien financier afin d'appuyer la prestation de soins de santé de

qualité. C'est au moyen d'un investissement soutenu de l'industrie, de l'État et des universités, que l'on trouvera un remède pour la maladie d'Alzheimer, le SIDA, et les maladies cardiovasculaires, par exemple. Le Canada est l'un des pays où cet engagement se maintiendra.

À quoi sera consacré votre récent investissement de Kirkland?

Les 205 millions de dollars cités constituent une évaluation prudente de l'investissement qui sera effectué au cours des cinq prochaines années. La pierre angulaire de cet investissement représente des dépenses en immobilisations de 60 millions de dollars en vue d'agrandir nos installations de recherche qui seront alors les plus grandes du genre au Canada. Les travaux se termineront au début de 1991.

Cet investissement va-t-il créer de nouveaux emplois?

Oui, et bon nombre d'entre eux seront attribués à des titulaires de doctorat. Lorsque les nouvelles installations seront opérationnelles, 300 scientifiques occuperont le bâtiment. La moitié d'entre eux y travaillent actuellement.

Pourquoi avoir choisi le Canada pour votre investissement?

Le Québec est un chef de file en Amérique du Nord pour ce qui est des méthodes innovatrices destinées à réduire les coûts après impôts en R-D. L'aide de la province (crédits d'impôt sur la rémunération versée aux scientifiques et crédits d'impôt accordés pour les projets conjoints secteur privé-universités) a réussi à attirer la recherche au Québec.

La province a appuyé le projet de loi C-22 sur la protection de la propriété intellectuelle; l'adoption d'une telle loi était essentielle. Le Canada offre à une société comme Merck Frosst sept ans d'exclusivité pour les nouveaux produits. Lorsque l'on tient compte des risques énormes de la recherche — qui aboutit moins souvent qu'elle n'échoue — nous estimons que le public bénéficie d'une telle protection.

Travaillez-vous avec d'autres établissements?

Nous collaborons avec les universités canadiennes. Montréal est en train de devenir un véritable centre de biotechnologie internationale comme en témoignent

le dynamisme de Bio-Méga, de l'Institut Armand-Frappier et de l'Institut de recherche en biotechnologie, ainsi que les activités des chercheurs d'envergure mondiale de l'Université de Montréal et de l'Université McGill. Merck Frosst coopère avec l'Université Laval et l'Université de Sherbrooke, ainsi qu'avec les principaux centres hospitaliers, le Royal Victoria Hospital, l'Hôpital Général de Montréal, et l'Institut de recherche clinique de Montréal.

Nous travaillons avec l'industrie pharmaceutique afin de créer ici une industrie qui donnera aux diplômés universitaires la possibilité de poursuivre leurs travaux de recherche au Canada alors qu'auparavant ils ne pouvaient le faire qu'aux États-Unis ou en Europe. Or, il viendra un temps où notre industrie aura besoin de davantage de compétences scientifiques qu'il n'en existe actuellement.

Que peut-on faire pour répondre à cette demande?

Les gouvernements, fédéral et provinciaux, les universités et l'industrie doivent unir leurs efforts pour créer une réserve de compétences canadiennes adéquates. Il ne suffit pas de construire de nouveaux laboratoires de recherche, encore faut-il attirer et engager les jeunes diplômés canadiens les plus brillants en sciences. Nous travaillerons avec le gouvernement pour fournir aux écoles de médecine et aux universités les ressources et les fonds dont elles ont besoin pour former un plus grand nombre de diplômés en chimie, en biologie moléculaire, en pharmacologie et en médecine.

Quel est à votre avis l'avenir de l'industrie pharmaceutique au Canada?

Je suis optimiste quant à l'avenir. Je pense que les Canadiens ne tarderont pas à se rendre compte que l'industrie pharmaceutique respecte ses engagements en matière d'investissement de recherche, et qu'elle est prête à coopérer avec la Commission d'examen du prix des médicaments. On verra alors émerger une association dont les liens se resserreront et qui ne pourra être que bénéfique pour la société canadienne. 🍀

— Réjean Lemieux et Lillian Rukas,
Investissement Canada

L'INVESTISSEMENT DANS LES PROVINCES (suite de la p. 1)

En 1988, les exportations représentaient 13,8 milliards de dollars soit 20 % du PIB de l'Alberta. Les exportations traditionnelles se composent de matières premières, mais les produits manufacturés jouent un rôle de plus en plus important à mesure que l'économie albertaine se diversifie. Le marché américain accueille 70 % des exportations de l'Alberta, mais d'autres marchés s'ouvrent en Asie, en Europe, en Amérique latine, au Moyen-Orient, en Afrique et en U.R.S.S.

En 1988, l'industrie énergétique représentait 18 % du PIB de l'Alberta. Grâce à la nouvelle technologie, 25 milliards de barils de pétrole lourd peuvent être extraits des sables bitumineux. Parmi les nouveaux investissements, figurent le projet d'exploitation des sables bitumineux d'Oslo à Fort McMurray, totalisant 4 milliards de dollars, et la construction

de l'usine Husky de valorisation du pétrole lourd, évaluée à 1,4 milliard, à la frontière de la Saskatchewan.

On prévoit des investissements de plus de 95 millions de dollars cette année dans le secteur des produits pétrochimiques et plastiques. L'Alberta Gas Ethylene construira à Joffre une usine d'éthylène de calibre mondial, soit un investissement de 1,2 milliard, et Dow Chemical construira une usine d'éthylène de 800 millions de dollars.

L'industrie forestière rapporte 1,5 milliard de dollars par an à l'économie et procure du travail à 10 000 Albertains. Les projets en cours représentent 3,2 milliards en nouveaux investissements et engendreront 10 000 années-personnes d'emploi dans le domaine de la construction et 4 000 emplois dans celui de l'exploitation.

L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE AU CANADA

L'industrie pharmaceutique au Canada, dont la production annuelle se chiffre à 2,4 milliards, compte 130 établissements de fabrication qui emploient 17 000 personnes. À l'exception du sous-secteur des produits biologiques (vaccins, produits sanguins et dérivés hormonaux) l'industrie est dominée par des sociétés étrangères qui détiennent 85 % des actifs de l'industrie pharmaceutique soit 1,5 milliard. Quelque 30 sociétés, dont Merck Frosst, Glaxo, Johnson and Johnson et American Home Products, desservent 80 % du marché canadien.

Cependant, aucune société ne détient plus de 7,5 % du marché. Le secteur pharmaceutique, dont les bénéfices moyens après impôt ont atteint 19,3 % par année entre 1980 et 1985, demeure parmi les secteurs manufacturiers les plus rentables du Canada.

Les multinationales ont tendance à limiter leurs activités de R-D à leur siège social ou à des marchés importants. C'est le cas pour la fabrication de substances chimiques raffinées, qui sont les principaux ingrédients des produits pharmaceutiques. Le marché canadien constituant 1 % de la consommation mondiale, les investissements de l'in-

dustrie canadienne en R-D sont parmi les moins élevés des pays industrialisés. On tend à mettre l'accent sur la préparation et l'emballage des produits.

L'obtention obligatoire de licences, en vertu de la Loi canadienne sur les brevets selon laquelle le Commissaire des brevets était habilité à accorder des licences obligatoires afin d'autoriser les fabricants canadiens de produits génériques à importer, préparer et commercialiser des imitations de produits pharmaceutiques brevetés, compliquait la situation. Les modifications apportées à la Loi, à la suite du projet de loi C-22, ont rétabli la protection des fabricants de produits pharmaceutiques de marque nominative.

Les fabricants n'ont pas tardé à annoncer des investissements de plus de 1 milliard en R-D, échelonnés sur 10 ans. Certains prétendaient que ces dépenses seraient consacrées à la recherche clinique plutôt qu'à la recherche fondamentale; l'exemple de Merck Frosst prouve que les possibilités sont beaucoup plus vastes que l'on ne s'y attendait.

— Chummer Farina, Investissement Canada



Tableau de Murray Kimber – Campagne de promotion internationale de l'Alberta

Le Fonds du patrimoine de l'Alberta, qui totalise 12 milliards de dollars, joue un rôle déterminant dans le développement de l'industrie des technologies de pointe et le financement des programmes de diversification économique. Les entreprises albertaines jouissent d'une réputation mondiale en biotechnologie, en technologie des lasers, en télécommunications et en recherche médicale.

Le tourisme a rapporté 2,3 milliards en 1988 et procurait de l'emploi à 75 000 personnes. Enfin, les Jeux olympiques d'hiver de 1988, ont rehaussé le prestige international de l'Alberta.

MANITOBA

Le coût de l'électricité au Manitoba, grâce aux abondantes réserves d'eau de la province, est l'un des plus faibles au monde. Le Manitoba est doté d'un réseau de transport bien établi et d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. La province mise sur sa réputation dans les domaines de l'aérospatiale, des technologies de traitement de l'information, des industries des soins de santé, du développement agricole et de la transformation des aliments. Les forêts, l'exploitation minière et la transformation des minerais font partie intégrante de la stratégie économique à long terme du Manitoba.

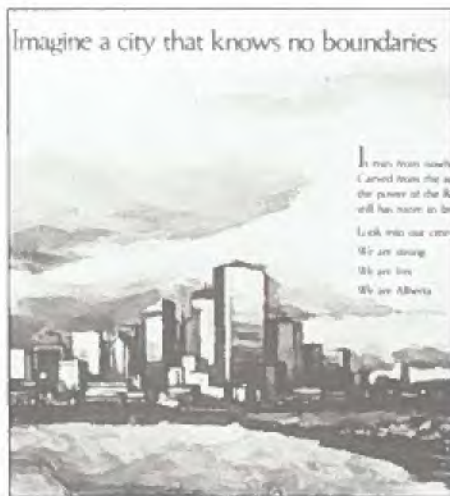
En mars, Repap Entreprises Corp. annonçait un investissement de 1 milliard de dollars, échelonné sur quatre ans, pour moderniser son complexe industriel de pâtes et papiers de The Pas dans le nord du Manitoba.

Repap consacrera 200 millions à la conversion de son usine actuelle en une installation de traitement de papier kraft blanchi. Elle entreprendra (p. 4) ➤

PROGRAMME DE PROMOTION INTERNATIONALE DE L'ALBERTA

«L'Alberta, libre et fort» est le slogan du Programme de promotion internationale de l'Alberta, une campagne publicitaire de trois ans destinée à promouvoir l'Alberta dans le monde. Cette campagne s'adresse aux décideurs des hautes sphères politiques, universitaires et commerciales des États-Unis, du Royaume-Uni, de la R.F.A., de Hong-kong et du Japon.

La campagne fait appel aux tableaux de l'artiste albertain Murray Kimber; ils évoquent un lieu où les rêves deviennent réalité, ainsi que le souvenir et le respect des origines ancestrales et des accomplissements, et la confiance en l'avenir.



Le programme s'efforcera de promouvoir l'Alberta sur les marchés prioritaires au moyen de foires commerciales, de missions ministérielles, etc., et fera appel à un réseau international de relations publiques.

Le Programme des journalistes en tournée a pour objet d'attirer les journalistes internationaux en Alberta afin qu'ils fassent connaître à l'étranger le climat d'investissement qui règne dans la province. Jusqu'ici, 35 journalistes y ont participé.

Photos des oeuvres de M. Kimber – gracieuseté du gouvernement de l'Alberta.

l'année suivante un projet d'expansion de 800 millions dont la construction d'une usine de traitement de papier kraft blanchi de bois tendre. L'usine de The Pas sera dotée d'une technologie de pointe répondant aux normes écologiques : on réduira au maximum l'usage du chlore, diminuant l'émission des odeurs liées aux usines de pâtes et papiers. Repap préservera les 850 emplois existants et en créera 400 autres. Elle consacrera 20 millions de dollars aux programmes de recyclage liés à son projet d'expansion de 1 milliard.

Wang Canada Limited a annoncé des projets concernant son Centre de technologies de l'imagerie qui entraîneront des retombées de 20 à 40 millions de dollars au Manitoba, en cinq ans. D'ici 1992, le marché créé par Wang en Amérique du Nord représentera 2 milliards et atteindra 10 milliards en l'an 2000.

Le Manitoba est un chef de file en matière de technologies d'élevage du boeuf, des vaches laitières et des porcs. Minebea du Japon y établira la Northern Manitoba Breeders (Canada) Co. Ltd., un établissement d'élevage porcin évalué à 20 millions de dollars qui sera doté de technologies de pointe canadiennes et japonaises, et qui sera voué à la production de porcs destinés à la reproduction.

Boeing investira 31,3 millions pour agrandir et moderniser son usine de fabrication d'éléments composés pour aéronaves de Winnipeg. L'investissement créera 270 emplois.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Malgré une faible population, les T. N.-O. occupent 36 % de la superficie du Canada; on y trouve 18 % de l'eau douce du pays et ils recèlent 64 % des réserves de pétrole vérifiées. L'économie est fondée sur l'exploitation minière, pétrolière et gazière, les PME, le tourisme, les ressources renouvelables, l'art et l'artisanat et les activités gouvernementales.

L'un des secteurs les plus importants de l'économie sur le plan des revenus et de la croissance est celui de la petite entreprise. Les établissements de service et de vente procurent 52 % des emplois de ce secteur. Les principaux secteurs des PME sont les services personnels et commerciaux, le commerce de détail, les transports, le logement et l'alimentation. En mars 1988, 1 845 entreprises étaient en activité dans les T. N.-O.; et 2 143 entreprises se sont inscrites pour faire du commerce à l'extérieur des Territoires.

Les entreprises doivent maintenant se tourner vers l'extérieur pour trouver de nouveaux marchés et procédés et des sources de capitaux. Le gouvernement s'efforce de moderniser le réseau routier, les docks et les aéroports pour répondre aux besoins d'une population grandissante et a adopté une stratégie économique destinée à accroître les investissements et les occasions d'affaires.

Prospects North Inc. a été créée en juin 1988 pour organiser des conférences triennales sur le développement économique. La conférence Prospects North '89, tenue en juin, à Yellowknife, était la première réunion de cette envergure visant à faire connaître la région aux milieux des affaires du sud.

La conférence aura fourni aux gens d'affaires un aperçu de l'économie des T. N.-O. en mettant l'accent sur les mines, le tourisme, les transports et la construction. Parmi les conférenciers se trouvaient l'honorable Jean Chrétien, l'honorable Pierre Cadieux, ministre des Affaires indiennes et du Nord et M. Michael Walker, directeur exécutif de l'Institut Fraser de Vancouver. (p. 5) ➤



*De jeunes Denes apprennent la menuiserie.
(Photo, Erik Watt)*

NOUVEAU-BRUNSWICK

Le Nouveau-Brunswick forme un lien terrestre entre la Nouvelle-Écosse, le Québec et le Maine; il constitue un point d'accès idéal aux principaux centres urbains. Soucieux d'améliorer son image sur les nouveaux marchés en expansion, il a créé un bureau au sein du Consulat du Canada à Boston afin d'explorer le marché de la Nouvelle-Angleterre en matière de commerce, d'investissement et de tourisme.

Le Nouveau-Brunswick a également un représentant à Hambourg (R.F.A.) qui est chargé de promouvoir en R.F.A., aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves et au Royaume-Uni, les avantages de la province comme lieu propice aux investissements, et de repérer les coentreprises prometteuses et d'éventuels partenaires technologiques, pour le compte des industriels du Nouveau-Brunswick.

En mai, lors de la conférence et foire commerciale internationales Interaction '89 de Moncton, on a mis l'accent sur les possibilités élargies de commerce entre six États de la Nouvelle-Angleterre et cinq provinces de l'est du Canada à la suite de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Parmi les conférenciers invités, se trouvaient le ministre du Commerce international, John Crosbie, l'ambassadeur des É.-U., Thomas Niles, et le négociateur américain en matière de commerce, Peter Murphy.

Microwave Techniques est une petite entreprise qui tire le meilleur parti des possibilités commerciales qui s'offrent à elle au Nouveau-Brunswick. Elle a ré-

cemment obtenu un contrat de 940 000 \$ pour la fabrication de pièces pour des véhicules de sauvetage à six roues motrices pour le ministère canadien de la Défense nationale. La société Microwave Techniques, une filiale américaine, a connu une croissance rapide depuis sa création en 1985 et a pratiquement triplé le nombre de ses employés. Cette entreprise fabrique toute une gamme de produits, qu'il s'agisse de composantes de haute technologie pour micro-ondes, ou de machines spécialisées en vue de la production de boîtes de conserve pour l'industrie nord-américaine des pêches.

TERRE-NEUVE

La Chambre de commerce de St. John's a entrepris le Projet de recherche sur les perspectives d'investissement (financé par l'Agence des perspectives économiques du Canada atlantique) en vue de repérer et de promouvoir les perspectives d'investissement qu'offrent Terre-Neuve et le Labrador.

On invitera les investisseurs, les entrepreneurs, les gens d'affaires, les universitaires et les représentants gouvernementaux à communiquer aux chercheurs toute perspective d'investissement.

Une «perspective» peut être l'élaboration de produits, de services ou de techniques susceptibles de promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi. Comme ces perspectives seront offertes à des investisseurs dynamiques, elles devront être bien documentées et applicables immédiatement.

Une fois la liste de perspectives établie, les responsables du projet étudieront chaque idée en fonction de critères de présentation et de promotion; puis, elles seront commercialisées par tous les moyens : publicité, listes d'envoi d'investisseurs, foires commerciales, réseaux de capital-risque, missions d'investissement et contacts directs.

Vous êtes un entrepreneur prêt à relever un défi? Un investisseur cherchant de nouvelles occasions d'affaires? Vous avez une idée prometteuse touchant l'investissement à Terre-Neuve ou au Labrador? Communiquez alors avec la Chambre de commerce de St. John's.

QUÉBEC

Le Québec est la plus grande des provinces du Canada et l'un des centres les plus prospères au chapitre de la croissance industrielle. La province représente le quart du marché canadien. Les gigantesques industries forestière et des pâtes et papiers, dont la production annuelle s'élève à 6 milliards de dollars, sont les plus grandes industries et les principaux employeurs de la province.

Depuis 1982, le taux de croissance économique du Québec se situe au-dessus de la moyenne canadienne. Le Québec se distingue notamment dans des secteurs de haute technologie comme l'aéronautique, les télécommunications, les produits pharmaceutiques, le matériel de transport, l'énergie hydro-électrique, les services-conseil en génie et l'informatique. Une grande partie des activités de promotion des investissements du Québec est axée principalement sur les États-Unis.

Au début des années 80, les divers ordres de gouvernement ont donné une importance prioritaire à la biotechnologie qui n'a pas tardé à devenir l'une des industries les plus prometteuses de l'économie québécoise. La loi sur les brevets de 1987 a transformé le climat de l'industrie pharmaceutique. Plusieurs sociétés pharmaceutiques de la région de Montréal n'ont pas tardé à annoncer de nouveaux investissements totalisant plus de 700 millions de dollars.

Le Québec accueille des investissements de grande envergure dans divers secteurs. General Motors a investi 450 millions au cours des deux dernières années afin de moderniser ses installations de Boisbriand, et Hyundai Canada (Corée) a récemment investi 325 millions en vue d'établir une usine de fabrication d'automobiles à Bromont. Merck Frosst, le géant de l'industrie pharmaceutique, a récemment annoncé un projet d'expansion de ses installations de Kirkland, près de Montréal, qui se chiffre à 205 millions de dollars et sera réparti sur une période de cinq ans. Il s'agit du plus gros investissement de recherche de l'histoire du Canada dans le secteur de l'industrie pharmaceutique. 🍀

—Lillian Rukas, Investissement Canada



Tour contrôlé par ordinateur de Microwave Techniques (gracieuseté gouvernement du Nouveau-Brunswick)

SERVICES D'INFORMATION SUR LES OCCASIONS D'INVESTISSEMENT

Ci-dessous, la suite de l'article sur les Bases de données sur les occasions d'investissement, paru dans le numéro d'hiver 1988 d'Investir au Canada.



Selon Robert Safrata, président de Canadian New Ventures and Investments Group Ltd. «Les entrepreneurs utilisent leurs propres ressources pour démarrer et, à mesure qu'augmentent leurs besoins de fonds, demandent de l'aide à leurs proches. Lorsque ces sources se sont taries, les entrepreneurs font appel à une aide extérieure. Les investisseurs privés de capital de risque (IPCR) sont les premiers à qui ils s'adressent.»

D'habitude, la capacité financière de l'entrepreneur ne dépasse pas 50 000 \$. Les IPCR sont des professionnels, des propriétaires d'entreprises ou des cadres qui désirent investir dans de petites affaires prometteuses. Les capitaux de risque authentiques, ceux consentis en échange de titres de participation non garantis, se situent entre 50 000 et 500 000 \$. Or, il existe sur le marché peu de mécanismes de courtage conçus pour effectuer ce genre de transaction.

Canadian New Ventures and Investments Group Limited publie Venture Link, un bulletin mensuel à l'intention des IPCR qui décrit des occasions d'investissement et fournit des conseils d'experts financiers.

Chaque numéro de Venture Link, distribué à 1 000 abonnés, renferme une liste d'occasions d'investissement et des résumés de propositions d'affaires. Les investisseurs intéressés communiquent directement avec l'entrepreneur. Les services de Venture Link sont offerts dans tout le Canada et les transactions varient de 50 000 \$ à 1 million de dollars.

Le Centre financier de la PME (CF/PME), de Laval (Québec), créé en 1987, est un organisme sans but lucratif qui sert de guichet unique pour les entrepreneurs à la recherche de capital de risque.

Il met les entrepreneurs en rapport avec des sources de capitaux prêtes à investir de 50 000 \$ à 10 millions de dollars.

Le CF/PME sert de lien entre les entrepreneurs et 12 sociétés de capital de risque dont RoyNat, Lavalintech, la Banque Nationale, la Caisse de dépôt et de placement du Québec et la Banque fédérale de développement (BFD). En vertu d'une entente conclue avec la BFD, les PME inscrites au CF/PME ont accès au Service de liaison financière de la BFD et à sa banque de noms qui comporte 400 investisseurs disposant de 166 millions de dollars.

Le Centre perçoit des entreprises des honoraires de 350 \$ par année. Les grandes sociétés prêteuses versent des frais d'inscription de 2 000 \$ tandis que les petites versent 350 \$. Le Centre donne des conseils à l'entrepreneur touchant la présentation de son projet et le soumet aux sociétés de capital de risque. Le CF/PME informe ensuite l'entrepreneur de l'intérêt qu'a suscité son projet et organise une rencontre. Si elle est fructueuse, le Centre prélèvera une commission représentant 2 % de l'investissement.

«Pour l'entrepreneur, l'avantage de notre service réside dans l'économie de temps», affirme M. Goyette, le directeur général du Centre, «Un seul plan d'affaires suffit pour joindre les principales sociétés de capital de risque.»

En coopération avec la Bourse de Montréal, le Centre organise des «journées de capitalisation» pour donner la possibilité aux entrepreneurs de présenter leur projet aux investisseurs.



**CENTRE
FINANCIER
DE LA PME**

«Nous ne faisons pas de jumelage par ordinateur. C'est à la suite d'un processus minutieux (visite des installations de l'entrepreneur, rencontre avec l'équipe de direction, étude du plan d'affaires) que le Centre détermine si le projet intéressera les sociétés de capital de risque. Le contact humain est l'aspect le plus important du processus», dit M. Goyette.

En novembre 1988, l'hon. Elwood Veitch, ministre du Développement régional de la Colombie-Britannique, et l'hon. John Jansen, ministre des Affaires internationales et de l'Immigration, ont annoncé la création de VentureNet, une nouvelle base de données qui s'ajoute au B.C. Business Network, un réseau d'information électronique regroupant sept bases de données distinctes dont VentureNet sur les occasions d'affaires en Colombie-Britannique. On y a accès par l'entremise du B.C. Business Network qui utilise le réseau de Telecom Canada et de la B. C. Telephone Company.

VentureNet est conçu pour aider les investisseurs et les entreprises. Les investisseurs de la Colombie-Britannique et d'ailleurs pourront choisir parmi une foule d'occasions d'investissement dans la province.

VentureNet

M. Veitch souligne que l'investissement de capitaux propres est une source importante de financement pour les PME en pleine expansion. «Il arrive souvent que le volume des liquidités d'une telle entreprise n'atteigne pas celui de ses obligations au titre du service de la dette, créant ainsi une situation difficile, même si l'entreprise possède un potentiel d'expansion et de réussite manifestes. VentureNet met en rapport les investisseurs et les entrepreneurs.»

L'information provient de bureaux de développement régional et d'agents de développement communautaire qui travaillent en coopération avec le secteur privé, la BFD, l'Université de Victoria, la Discovery Foundation, TIEM Canada Inc., et le Matching Service de l'Equity Programs Branch de la C.-B.

Les entrepreneurs remplissent une formule décrivant leur entreprise. Les agents de VentureNet l'examinent, puis intègrent l'information à la base de données où elle demeurera active pendant 90 jours. Elle sera retirée au terme de cette période, à moins qu'elle n'ait suscité l'intérêt d'un investisseur. VentureNet ne participe pas aux (p. 8) ➤

BAROMÈTRE DES INVESTISSEMENTS : Flux d'investissements élevés en 1988

Les entrées brutes d'investissements directs étrangers (IDE)* au Canada en 1988 sont demeurées élevées, totalisant 8,1 milliards, soit le double des niveaux d'investissement effectués entre 1982 et 1985. Mais, les investissements n'ont pas atteint les niveaux records de 10,2 et 8,4 milliards de dollars de 1987 et 1986 respectivement.

Le niveau de 1987 traduisait en partie l'acquisition par Fletcher Challenge Limited (Nouvelle-Zélande) de British Columbia Forest Products; l'achat par Dumez S.A. (France) de Westburne International Industries; et l'acquisition par Esso Resources Canada Ltd. de Sulpetro Limited.† Ces transactions dépassaient un demi-milliard de dollars chacune.

Le maintien du niveau des investissements étrangers illustre l'intérêt manifesté par les investisseurs internationaux pour le Canada. La vigueur de l'économie du pays est l'un de ses points forts. Le PIB du Canada a augmenté de 4,5 % en 1988, et cette croissance devrait se poursuivre en 1989 et en 1990, à un rythme ralenti.

L'activité des investisseurs internationaux au Canada et les acquisitions par des sociétés étrangères d'entreprises canadiennes, soulignées par les médias, ont été contrebalancées par des acquisitions plus importantes par des Canadiens à l'étranger.

Depuis la récession de 1981-1982, les entreprises canadiennes investissent de plus en plus à l'étranger. Entre 1982 et 1988, les sorties brutes** d'investissements directs canadiens à l'étranger (IDCE) ont augmenté à un taux annuel moyen composé de 19,5 %. La valeur de ces investissements a triplé, passant de 4,4 milliards en 1982 à 12,9 milliards en 1988.

Cette augmentation des sorties brutes d'IDCE entre 1987 et 1988, soit 26 %, traduit en partie l'acquisition de Federa-

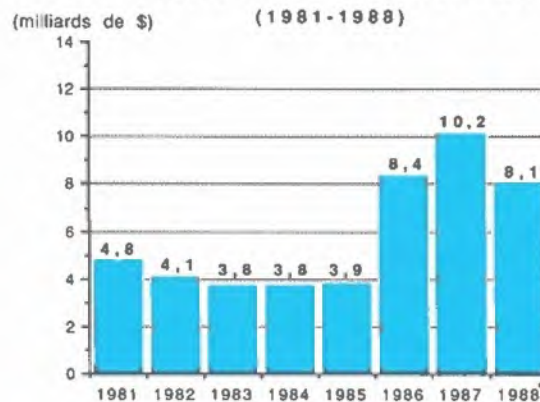
ted Department Stores Inc. des É.-U. (6,6 milliards de \$ US, soit 8,1 milliards de \$ CAN) par la société Campeau.†

Cette hausse reflète l'acquisition par Seagram Co. Ltd. de Tropicana Products Inc. de Floride, totalisant 1,2 milliard de \$ US (1,5 milliard de \$ CAN) et de l'entreprise française Martell & Co. SA, évaluée à 924 millions de \$ US (1,2 milliard de \$ CAN). L'achat par Campeau de Federated faisait suite à l'acquisition en 1986 de Allied Stores Corp., évaluée à 3,6 milliards de \$ US (5 milliards de \$ CAN), garantissant à cette entreprise canadienne une place prépondérante sur le marché de détail des États-Unis.

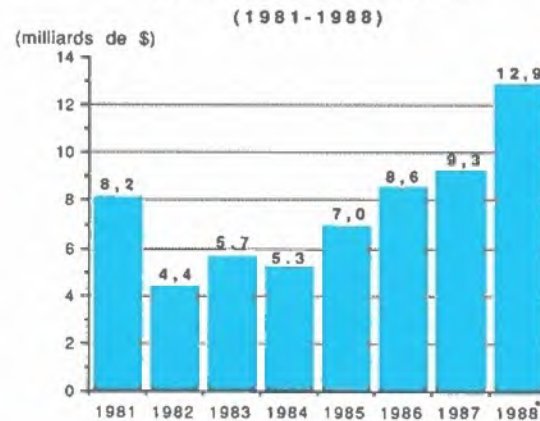
Les fusions et acquisitions (F-A) que traduisent les flux des investissements, et qui touchent des entreprises canadiennes, découlent d'une tendance mondiale. Les F-A devraient augmenter à la suite de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, et à mesure que les sociétés de la Communauté économique européenne (CEE) et d'ailleurs, se préparent à l'«Europe de 1992», événement qui marquera l'unification du marché intérieur de la CEE. 🌐

—J. William Galbraith, Investissement Canada

ENTRÉES BRUTES D'INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS AU CANADA



SORTIES BRUTES D'INVESTISSEMENTS DIRECTS CANADIENS À L'ÉTRANGER



* Données préliminaires.
Source : Statistique Canada.

* Les entrées brutes d'IDE englobent les capitaux et les titres qu'une société sous contrôle étranger ou un citoyen étranger investit dans une entreprise située au Canada et au sein de laquelle l'investisseur étranger a voix au chapitre en ce qui concerne les activités quotidiennes.

** Les sorties brutes d'IDCE englobent les capitaux et les titres qu'une société sous contrôle canadien investit dans une entreprise située à l'étranger et au sein de laquelle la société sous contrôle canadien a voix au chapitre en ce qui concerne les activités quotidiennes.

† Il est possible, selon la provenance du financement, que les flux des investissements ne comprennent pas la valeur totale des acquisitions. Par exemple, si une société canadienne obtient de sources canadiennes et américaines le financement nécessaire à une acquisition aux États-Unis, les capitaux obtenus aux États-Unis ne sont pas inclus dans les sorties brutes d'IDCE. De même, la partie du financement obtenue au Canada pour l'acquisition d'une société canadienne par une entreprise étrangère ne serait pas incluse dans les entrées brutes d'IDE.



Alan Nymark,
vice-président exécutif

NOUVEAU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF — INVESTISSEMENT CANADA

Alan B. Nymark travaillait auparavant au Bureau des négociations commerciales du gouvernement fédéral où il était chargé de l'élaboration finale de la législation relative à l'Accord de libre-échange Canada-É.-U. et de son application, le 1^{er} janvier 1989. Lors des négociations avec les États-Unis, M. Nymark a été négociateur en chef adjoint, auprès de Simon Reisman.

M. Nymark est entré à la fonction publique en 1972 à la Direction internationale de Finances Canada. Il a travaillé à Washington, D.C., comme adjoint technique du directeur exécutif du FMI, puis est revenu au Canada où il a oeuvré au Secrétariat économique du Bureau du Conseil privé.

Au début des années 80, M. Nymark occupait le poste de conseiller spécial du président et de directeur général de la Banque Royale du Canada à Montréal. Il a réintégré la fonction publique en qualité de secrétaire adjoint du Cabinet pour les relations fédérales-provinciales et ensuite comme directeur chargé de la politique au sein de la Commission royale d'enquête sur les perspectives économiques du Canada (Commission Macdonald). M. Nymark détient un baccalauréat et une maîtrise en économie de l'Université Queen's à Kingston, et a effectué des études supérieures à la London School of Economics, en Angleterre. 🍁

(suite de la p. 6)

négociations. Si un investisseur se montre intéressé, l'entrepreneur est invité à communiquer avec cette personne. VentureNet n'exige aucun frais d'inscription ni d'honoraires sur les transactions. Les transactions se situent entre 50 000 \$ et 5 millions de dollars, soit en moyenne des investissements de 500 000 \$. 🍁

— Réjean Lemieux, Investissement Canada

VENTURELINK
Canadian New Ventures and Investments Group Limited,
221 Front Street East,
Toronto, Ontario M5A 1E8
Fax: (416) 947-9866
Tel: (416) 861-1812

CENTRE FINANCIER DE LA PME
1555, boul. Chomedey, bureau 210
Laval (Québec) H7V 3Z1
Fax: (514) 682-5029
Tél.: (514) 682-5081

VENTURENET
VentureNet and Matching Services,
Equity Programs Branch,
Ministry of Regional Development,
770 Pacific Boulevard, South,
Vancouver, British Columbia V6B 5E7
Fax: (604) 660-3986
Tel: (604) 660-4029

Pour plus de renseignements sur les occasions d'investissement dans les provinces communiquer avec :

ALBERTA

Government of Alberta,
Economic Development and Trade,
Investment Promotion Branch,
12th Floor Sterling Place,
9940 - 106 Street,
Edmonton, Alberta. T5K 2P6
Fax: (403) 427-0487
Tel: (403) 422-6236

ALBERTA

(International Awareness Program)
Gerry Bourdeau,
Government of Alberta,
Public Affairs Bureau,
2nd Floor, Capital Boulevard,
10044 - 108th Street,
Edmonton, Alberta. T5J 3S7
Fax: (403) 422-9704
Tel: (403) 427-4805

MANITOBA

Government of Manitoba,
Ministry of Industry, Trade and Tourism,
410 - 155 Carlton Street,
Winnipeg, Manitoba. R3C 3H8
Fax: (204) 957-1793
Tel: (204) 945-2425

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Louise Nielsen,
N.W.T. Chamber of Commerce,
Box 2544,
Yellowknife, N.W.T. X1A 2P8
Fax: (403) 873-6387
Tel: (403) 873-1989

NOUVEAU-BRUNSWICK

Government of New Brunswick,
Department of Commerce and Technology,
Investment and Industrial Benefits,
P.O. Box 6000,
Fredericton, N.B. E3B 5H1
Fax: (506) 453-7904
Tel: (506) 453-3981

TERRE-NEUVE

Investment Opportunities Project,
St. John's Board of Trade,
P.O. Box 5127, 173 Water Street,
St. John's, Newfoundland. A1C 5V5
Fax: (709) 726-2003
Tel: (709) 726-2961

QUÉBEC

Province de Québec
Ministère de l'Industrie, du Commerce
et de la Technologie
Direction générale de la promotion des
investissements
770, rue Sherbrooke ouest
Montréal (Québec) H3A 1G1
Fax: (514) 873-9330
Tél: (514) 873-1353

GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Investissement Canada,
Services aux investisseurs
C.P. 2800, Succursale D
Ottawa (Ontario) K1P 6A5
Fax: (613) 996-2515
Tél: (613) 996-7868

Investir au Canada est publié chaque trimestre par Investissement Canada, l'agence fédérale chargée du développement de l'investissement. Investissement Canada a pour mandat de promouvoir les investissements au Canada, par des Canadiens et des non-Canadiens, qui contribuent à la croissance de l'économie et à la création d'emplois, et qui apportent des avantages nets au Canada. Les opinions exprimées dans Investir au Canada ne reflètent pas nécessairement celles de

l'Agence. Investissement Canada détient les droits d'auteur des articles. Les réponses et analyses des lecteurs pourront être publiées dans des numéros ultérieurs avec leur permission. Prière de faire parvenir vos demandes de renseignements et d'abonnement ainsi que vos lettres au rédacteur en chef, Investir au Canada, 235, rue Queen, 5^e étage ouest, Ottawa (Ontario), K1P 6A5. ☎ (613) 995-0800.